



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

10/09/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 296 du 10 septembre 2026.**

ÉDITO

Les résultats des élections dans le Land de Saxe-Anhalt en République Fédérale d'Allemagne ont fait l'effet d'une bombe sans que pour autant soient analysées les causes profondes du succès du parti AfD¹. Nos politiciens devraient, mais le veulent, ou le peuvent-ils, être plus attentifs à ce qui couve, enfle dans notre pays sur fond de graves difficultés pour la vie des salariés. Ces difficultés entraînent un mécontentement profond et légitime. Beaucoup cherchent comment ils pourraient l'exprimer pour desserrer l'étau rendant leur vie impossible. Ils ressentent encore confusément qu'il faudrait renverser la table, mais pour autant, ils restent encore sensibles aux idées que l'on pourrait changer les choses simplement par le vote. Se télescopent donc la montée de colère et l'illusion de solutions ne touchant pas à l'essentiel : la nature même du mode de production capitaliste est, sous nos yeux, en train de broyer le présent et l'avenir de tous ceux n'ayant que leurs bras et leurs cerveaux pour subsister. Si personne ne devrait s'étonner de la révolte montant, et dont l'avenir nous dira la forme et l'intensité, il est plus que temps de mettre à l'ordre du jour une riposte de classe organisée capable de conduire cette révolte vers une volonté d'en finir avec le vieux monde capitaliste.

Sommaire :

Luttes

- *Unité CGT : Unité ouvrière contre le patronat et son État !*
- *15 septembre : manifestation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*
- *Hard discounter Action : les conditions de travail en jeu*
- *Victoire à la SA Toit de Gascogne*
- *Sodexo grève le 22 septembre*
- *L'intersyndicale du Pôle-Médico-social de l'ADSEAM mobilisée à Mortain*
- *Salariés de Burban Palettes en grève à Manduel (Gard)*
- *Cimenterie Heidelberg Materials à Couvrot (Marne) en grève*
- *D'anciennes salariées de Tetra médical obtiennent la reconnaissance de leur maladie professionnelle*
- *SNCF : appel à la grève le 8 septembre du secteur fédéral CGT de Montpellier*
- *Les agents de sécurité en grève et manifestation le 9 septembre*
- *Paris : rassemblement réussi le 8 septembre des salariés des librairies*
- *Fibre Excellence : le point de vue de la CGT*
- *Indre et Loire : Salariés de la Miroiterie Saint-Hubert à la Ville-aux-Dames en grève*
- *Reconduction de la grève des transports en commun à Clermont-Ferrand*
- *Soutien aux salariés de Duralux : un appel de la CGT le 17 septembre devant le palais de justice d'Orléans*
- *Carsat Rhône-Alpes : près de 30 000 demandes de retraite en attente !*
- *Voyage : EasyJet et Volotea appellent à la grève*
- *Chez Marionnaud, les salariés en grève afin de défendre 800 emplois menacés*
- *Salaires, pouvoir d'achat, retraites... la rentrée sociale 2026 dans les Alpes-Maritimes*
- *Sarthe: inquiétude dans l'éducation*

Dossiers ; Économie

- *Éducation Nationale : trop c'est trop !*
- *Malaise chez les cadres*
- *William Saurin va fermer son usine de Lagny sur Marne, 142 postes supprimés*
- *Un plan scandaleux face à une crise historique : 4 fermes sur 5 laissées sur le carreau !*
- *Malakoff Humanis : enquête pour corruption*
- *Transports Brelet : l'entreprise liquidée*
- *Pusterla, usine de cartonnage de luxe suppression de 51 postes*
- *Agirc-Arrco 91 milliards dans les caisses*
- *Volkswagen un plan de 100.000 suppressions d'emplois*

International ; Solidarité internationaliste

- *Thessalonique : une marée humaine contre les politiques anti-populaires*
- *Les employés de Microsoft en République tchèque obtiennent leur première convention collective*
- *L'Irlande interdit les importations provenant des colonies illégales en Palestine*
- *Allemagne : Volkswagen vend une usine à un fonds israélien pour produire des armes*
- *La NewsLetter de l'AURDIP² de septembre publie un document sur la lutte contre la négation de la Palestine dans le savoir et la culture*
- *Jaguar Land Rover annonce 4.000 suppressions de postes*
- *Pays-Bas : une grève nationale des dockers a paralysé les principaux ports*
- *Mayotte : "On ne répond pas à nos demandes de moyens", grève au lycée du Nord*
- *Asie Centrale : quelle place dans l'ordre mondial*

Luttes

Unité CGT³ : Unité ouvrière contre le patronat et son État !

Face à l'austérité, l'inflation, le mépris patronal et la casse de nos droits, les travailleuses et travailleurs montent au créneau. En cette « rentrée sociale », les appels à la grève et les mobilisations se multiplient.

Des mobilisations nationales mais non confédérales ou confédérées s'enclenchent ainsi avec notamment des grèves prévues le 15 septembre dans les services publics, la santé et l'action sociale, le 29 septembre pour exiger un service public à la hauteur des besoins, le 5 novembre avec l'ensemble des Fédérations CGT de l'industrie pour maintenir et développer l'industrie sur le territoire. D'autres grèves nationales sont également annoncées : les 20 septembre et 30 octobre seront ainsi des journées de grèves et de luttes pour la paix, contre la guerre et le génocide. Ces dates nationales ouvrent des perspectives politiques, notamment autour de la revendication de l'augmentation des salaires, du 100% Sécu et de la lutte contre le militarisme, la guerre et le génocide en Palestine. Cela démontre aussi que les organisations CGT, à tous les échelons possibles, peuvent et doivent prendre leurs responsabilités face à l'ampleur des enjeux de la période et sur tous les sujets.

15 septembre : manifestation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Une large intersyndicale des personnels de l'ESR et de la recherche, des organisations étudiantes appellent le 15 septembre à des actions avec grève et manifestations dans toute la France⁴ pour dénoncer la faiblesse des moyens et un projet de budget 2027 plus qu'à l'os. Compte tenu des coupes budgétaires de nombreuses universités sont déjà en difficulté budgétaire et cela à des conséquences directes sur la qualité des enseignements. Ainsi, à Sorbonne Université des non remplacements de postes obligent-ils à réduire les travaux pratiques en science de la vie.

A Paris un rassemblement est annoncé à 12h30 place Jussieu avec une manifestation en direction du ministère

Hard discount Action : les conditions de travail en jeu



Le mouvement a commencé avec le licenciement contesté d'un salarié à Toulouse, et s'est poursuivi le 5 septembre avec une grève et des piquets dénonçant les conditions de travail. Cette action a pris un caractère

national. A Launaguet, les salariés dénoncent notamment des cadences jugées trop élevées et le licenciement jugé abusif d'un responsable adjoint. Au-delà de ce licenciement, les grévistes dénoncent des cadences de travail jugées effrénées, des pressions managériales et des heures travaillées qui ne seraient pas comptabilisées ou rémunérées. La CGT demande notamment le paiement intégral des heures effectuées, des objectifs réalistes et le respect des aménagements de poste et des restrictions médicales.

Deux jours après le lancement du mouvement de grève national parti depuis Toulouse (Haute-Garonne), les salariés de l'enseigne de commerce à bas prix Action réclament toujours la réintégration de l'un de leur collègue licencié "abusivement", selon la CGT. Ils dénoncent aussi un management toxique. Leur mobilisation est reconductible jusqu'au 3 janvier.

Victoire à la SA Toit de Gascogne

L'Union Départementale du Gers communique :

" Enfin, après des mois de combat, la parole des victimes a été entendue. La CGT du Gers salue cette décision historique bien que tardive. La CGT tient à souligner le courage remarquable dont ont fait preuve les victimes et les élu-e-s du CSE qui ont osé briser l'omerta. Face à la complicité de nombreux notables auscitains qui, pendant des années, ont choisi de regarder ailleurs, face à la complicité de la presse locale dont 2 articles mensongers publiés encore ce jour jettent l'opprobre sur les victimes, face à la haine de Salaires, pouvoir d'achat, retraites... la rentrée sociale 2026 dans les Alpes-Maritimes certains administrateurs (« Vous venez foutre le bordel encore ? Cassez-vous. » article de la dépêche du midi du 1er août), face à l'inaction de l'inspection du travail, il en a fallu de l'énergie et de la solidarité de classe pour tenir. Bravo à elles et eux ! Désormais, dans le département, les harceleurs savent qu'ils ne seront plus tranquilles. Le patriarcat n'a jamais eu sa place dans le monde du travail. Comme au Toit de Gascogne, les travailleuses et travailleurs savent qu'ils peuvent compter sur la CGT pour mener les combats. Ici comme ailleurs, la solidarité entre salarié-e-s prouve qu'elle est le seul chemin vers la dignité et la victoire."

Sodexo grève le 22 septembre

La CGT Sodexo appelle le 22 septembre à une grève et à une manifestation contre les 1097 licenciements programmés par Sodexo⁵. Un rassemblement est prévu le 22 septembre à 9h30 devant le siège de l'entreprise 255, rue de la Bataille de Stalingrad à Issy les Moulineaux.

À propos de ces licenciements, la Fédération du ComSoutien aux salariés de Duralex : un appel de la CGT le 17 septembre devant le palais de justice d'Orléans

merce et des Services CGT note : *" Rien de tout cela n'est le fruit du hasard. C'est le résultat direct d'un cadre légal taillé pour le patronat : les ordonnances Macron de 2017 ont fragilisé le droit du travail et fluidifié les plans de suppression d'emplois au bénéfice des actionnaires. En désarmant les protections collectives, le gouvernement a donné aux grands groupes les armes juridiques pour licencier massivement sans même invoquer de difficultés économiques. Défendre les emplois chez Sodexo, c'est aussi combattre ce système qui organise, au sommet de l'État, la précarisation généralisée du monde du travail."*

L'intersyndicale du Pôle-Médico-social de l'ADSEAM mobilisée à Mortain

Le vendredi 4 septembre des dizaines de salariés se sont rassemblées devant le pôle médico-social de l'ADSEAM⁶. Cette action était organisée à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-SUD. Les revendications sont salariales comme le note un représentant de la CGT : *" On a perdu 30 % de notre pouvoir d'achat depuis 1999. Aujourd'hui, un jeune éducateur spécialisé gagne 1.520 € net par mois, avec un bac+3. C'est 40 € de plus que le Smic !"*. Les salariés dénoncent aussi le projet de la direction générale de remplacer les trois comités sociaux et économiques (CSE) de l'entreprise en un CSE unique. Selon un syndicaliste : *" Ils veulent imposer ce choix aux 400 salariés manchois. On va faire valoir nos droits coûte que coûte. Les droits et les intérêts des salariés sont en jeu !"*

Reconduction de la grève des transports en commun à Clermont-Ferrand

Salariés de Burban Palettes en grève à Manduel (Gard)

Le site à Manduel du fournisseur de palettes Burban est marqué par une grève, depuis le vendredi 4 septembre. La CGT tient à nouveau un piquet de grève ce lundi devant l'entreprise, route de Beaucaire. Une partie de la quinzaine de salariés proteste contre des changements d'horaires, et pointe des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Cimenterie Heidelberg Materials à Couvrot (Marne) en grève

La cimenterie Heidelberg Materials de Couvrot, près de Vitry-le-François dans la Marne, est touchée par un mouvement de grève. la grande majorité d'entre eux ont cessé le travail le 3 septembre, pour 24h.

Ils dénoncent un climat social tendu avec la direction du site, anciennement connu sous le nom de Calcia, avant d'être racheté par un groupe allemand en 2016. Comme l'indique Heidelberg Materials sur son site, la cimenterie produit chaque année *"plus d'un million de tonnes de ciments"*, faisant de cette usine *"l'une des plus importantes"* du groupe dans l'Hexagone. Au travers de leur grève, les salariés mobilisés veulent dénoncer des licenciements qu'ils jugent abusifs, un management répressif et des pressions constantes de la part de la direction. Les salariés en grève ont reçu le soutien de la secrétaire générale de la CGT présente sur le site.

D'anciennes salariées de Tetra médical obtiennent la reconnaissance de leur maladie professionnelle

Quatre anciennes salariées, employées chez Tetra médical, viennent d'obtenir la reconnaissance du caractère professionnel de leur maladie, et notamment de cancer. La démarche a abouti après de longs mois d'attente à l'issue d'une audience devant le tribunal de Privas, le 30 mars dernier. *"Cette victoire s'ajoute à celle obtenue devant les juridictions prud'homales et aux reconnaissances du lien de causalité entre des maladies contractées par certains de leurs enfants et l'exposition professionnelle de leur mère à l'oxyde d'éthylène"*, réagi le 1er septembre le cabinet d'avocats les représentant.

SNCF : appel à la grève le 8 septembre du secteur fédéral CGT de Montpellier

Face à la dégradation brutale des conditions de vie et de travail, la CGT a appelé à un grève le 8 septembre. Les revendications sont :

- Hausse immédiate et massive des effectifs pour compenser tous les départs, alléger la surcharge de travail et rouvrir les postes/guichets ;
- Amélioration réelle des conditions de travail et des salaires (réévaluation des temps alloués, plannings prévisibles, fin de la course à la productivité) ;
- Sécurisation de tous les parcours de service (chantiers, fins de service, accès aux foyers) ;
- Arrêt immédiat de la répression managériale et la fin des attaques ciblant l'action syndicale et des militants

Les agents de sécurité en grève et manifestation le 9 septembre

Les patrons ont répondu aux revendications salariales par un 0% d'augmentation ! Les salariés du secteur lui répondent par la grève. Dans un secteur où les salaires demeurent parmi les plus bas, les horaires sont contraignants et les agents assurent une mission essentielle de sécurité, cette fin de non-recevoir constitue une marque de mépris à l'égard de dizaines de milliers de salariés. Face à ce manque de respect flagrant pour les travailleurs de la sécurité privée et au blocage des négociations, les organisations syndicales salariales représentatives de la branche ont décidé de réagir ensemble.

Paris : rassemblement réussi des salariés des librairies le 8 septembre

Un premier rassemblement des salariés des librairies a eu lieu le 8 septembre. Ce rassemblement se tenait à l'occasion de la reprise des négociations avec le syndicat patronal SLF. Si beaucoup se disent de gauche, ils lâchent seulement des miettes à leurs salariés. Bien que dispersés, les salariés ont bien entamé leur action et la librairie Eyrolles était en grève le 8 septembre et l'action s'organise et se développe.

Fibre Excellence : le point de vue de la CGT

Nous avons à plusieurs reprises informé nos lecteurs de la situation à Fibre excellence. Nous donnons ici le point de vue de la CGT au travers de son communiqué du 7 septembre. L'analyse de la CGT peut être consultée⁷. Dernière information⁸ : *"Lors d'une audience le tribunal de commerce de Toulouse, ce mardi matin, la procureure de la République a requis une poursuite d'activité de trois mois pour l'entreprise Fibre Excellence à Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Le tribunal a mis sa décision en délibéré au 15 septembre."*

Communiqué CGT du 7 septembre 2026

" Grâce à la mobilisation des salariés, relayée par l'engagement de la région Occitanie, l'Etat accepte enfin de participer aux côtés de la Région au financement d'un délai supplémentaire demandé par les industriels intéressés par la reprise de l'usine de Saint Gaudens pour réussir à construire et financer sérieusement un projet d'avenir. Cette nouvelle est une victoire. Sous réserve de validation par le tribunal de commerce le 8/09, elle permettrait un financement de la poursuite d'activité pour aller jusqu'à décembre et ainsi faire en sorte que le projet actuellement en construction aboutisse. Concrètement, l'apport de 2M d'euros de l'État en complément des 3,5M de la Région peuvent permettre au tribunal de commerce de s'assurer le financement de ces 3 mois de délai. C'est ce qui est nécessaire aujourd'hui pour sauver l'usine et les emplois. La CGT salue cette victoire qui entraînera d'autres, notre mobilisation et notre engagement ne faibliront pas jusqu'au redémarrage de l'usine"
Toulouse le 7 septembre 2026

Indre et Loire : Salariés de la Miroiterie Saint-Hubert à la Ville-aux-Dames en grève

Six des 11 salariés de l'entreprise la Miroiterie Saint-Hubert se sont mis en grève le lundi 7 septembre. Ils dénoncent l'absence du versement de leur salaire. *"On a quatre jours de retard sur le versement de notre salaire, on demande ce versement sous trois jours et 150 euros brut par jour de grève"*, indique un employé à ICI Touraine⁹.

Reconduction de la grève des transports en commun à Clermont-Ferrand

Réunis en assemblée générale mardi 8 septembre les salariés ont renouvelé l'appel à la grève¹⁰. les salariés sont en grève depuis neuf jours.

Soutien aux salariés de Duralex : un appel de la CGT le 17 septembre devant le palais de justice d'Orléans

L'Union départementale des syndicats CGT du Loiret organise un rassemblement le 17 septembre 2026 devant le tribunal d'Orléans, à 13 heures dans un communiqué, elle explique : "Depuis plusieurs mois, les salarié.e.s de Duralex se battent afin de défendre leur outil de travail, leurs emplois et l'avenir industriel du site. Pour la CGT les 248 salariés de Duralex, ne sont pas une variable d'ajustement. Ils se battent pour le maintien de leur emploi et de l'activité industrielle.

Carsat Rhône-Alpes : près de 30 000 demandes de retraite en attente !

La CGT Carsat Rhône-Alpes dénonce une dégradation des conditions de traitement des dossiers et alerte sur les conséquences pour les assurés. 30 000 demandes de retraites personnelles sont actuellement en attente de traitement au sein de l'organisme de la Sécurité sociale qui gère notamment les retraites du régime général et accompagne les assurés dans leurs démarches, affirme la CGT. Le syndicat évoque également des retards concernant certaines révisions de droits, dont des dossiers de minimum contributif remontant parfois à plus de quinze ans. La direction de la caisse reconnaît une charge de travail supérieure de 18 % et réduit l'accueil sur rendez-vous à deux demi-journées par semaine jusqu'en octobre !

La CGT demande un "plan d'urgence", notamment des recrutements et l'arrêt des suppressions de postes. Près de 150 emplois, rappelle le syndicat ont été supprimés à la Carsat Rhône-Alpes au cours des deux dernières Conventions d'objectifs et de gestion.

Voyage : EasyJet et Volotea appellent à la grève

Le mouvement social entamé chez Volotea avec la grève des pilotes de ligne basés en France a commencé au sein de la compagnie espagnole Volotea, Les syndicats SPL, SNPL et UNAC dénoncent des rémunérations trop basses, « le rythme de travail et le manque de reconnaissance ». Cette compagnie à bas coût a laissé inchangée depuis 2012 sa grille salariale et a confié aux pilotes de plus en plus de tâches. La direction quant à elle s'est octroyé des augmentations de 23 % en moyenne. Près de la moitié des vols étaient touchés par la grève. Un syndicat appelle à la grève chez Easyjet France les 13 et 14 septembre La section Easyjet du Syndicat national des pilotes appelle l'ensemble des pilotes basés en France à cesser le travail les 13 et 14 septembre 2026. Comme leurs collègues en cabine, ils dénoncent "l'instabilité chronique des plannings", regrettant « *qu'aucune solution concrète n'ait été apportée aux revendications légitimes des pilotes* ». Il est régulier qu'un pilote se retrouve en fin de mois avec un emploi du temps qui n'a pas une seule journée identique à celle en début de mois, parfois avec une journée pouvant changer 10 fois la veille du vol. Ces changements, outre l'impact sur l'organisation de la vie privée et du temps de repos, entraînent une frustration et une fatigue pouvant sur le long terme générer des risques psychosociaux. Ils avertissent des risques engendrés : cette *"instabilité permanente des horaires ne constituant pas seulement une contrainte personnelle : elle affecte directement la récupération, la vigilance et les conditions dans lesquelles ils doivent assurer la conduite et la sécurité du vol"*.

Chez Marionnaud, les salariés en grève afin de défendre 800 emplois menacés

Pas moins de 800 salariés sur 2 375, soit un gros tiers des effectifs français de Marionnaud sont menacés et 100 magasins sont en sursis. Les salariés en grève afin de défendre les emplois. En cause, un rachat de l'enseigne française de parfumerie et le passif de 120 millions d'euros de dette et d'intérêts. Un repreneur français, David Konckier a repris l'enseigne pour un euro symbolique et n'a pas caché ses vues. Les syndicats se mobilisent : « *En CSE, il nous a clairement dit qu'il ne garderait pas les magasins non rentables et qu'il comptait réduire les coûts* », souligne la déléguée syndicale CFDT.

Salaires, pouvoir d'achat, retraites... la rentrée sociale 2026 dans les Alpes-Maritimes

Salaires, pouvoir d'achat, services publics et conditions de travail figurent parmi les principales revendications. Inquiétude, colère et envie de mobilisation, voici, en substance, le sentiment gagnant les rangs dans les différents secteurs azuréens en cette **rentrée sociale de septembre 2026**. Plus que jamais tous ensemble !

Sarthe: inquiétude dans l'éducation

Une intersyndicale éducation FSU, CGT, FO, CFDT avec le soutien de la FCPE s'est réunie dans le collectif RASED pour dénoncer le manque de psychologues dans les écoles publiques. Il manque 1 psychologue sur 2 en Sarthe. Sur les 30 postes de psychologues, 14 ne sont pas pourvus, soit 46%. Et aucun recrutement n'est en cours alors que des psychologues précédemment en poste sont dans l'attente d'une affectation.

Une politique de casse de l'éducation à mettre en parallèle avec les cadeaux pour le secteur privé. Alors que les psychologues en poste manquent de matériel et de locaux, le Ministère déclare sans trembler « que les conditions d'intervention des professionnels de santé libéraux, dont les psychologues dans les murs de l'école seront définies par voie réglementaire ». La santé mentale, notons le, a été décrétée « cause nationale » par le gouvernement.

Dossiers : Économie

Éducation Nationale : trop c'est trop !

L'attaque informatique qu'a subie l'éducation nationale a fortement dégradé les conditions de rentrée dans les écoles, collèges et lycée. Des inquiétudes persistent quant au versement des salaires et traitements à la fin du mois. A la précarité des AESH, des non-titulaires, des stagiaires se mêle l'angoisse de la nomination, ces personnels ne sachant pas tous où ils vont exercer du fait de cette attaque.

Cette goutte d'eau supplémentaire fait déborder le vase: depuis 2010, il faudrait augmenter le point d'indice de 22% simplement pour rattraper la perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation depuis 2010. Et de 32% pour compenser cette perte depuis 2000 !

Les moyens ne suivent pas. D'autant qu'ils président à l'attribution des besoins et non l'inverse ! Concrètement le nombre de postes d'AESH nommés sur l'école définit les besoins. Si 3 élèves de 3 classes différentes ont besoin d'une aide humaine toute la semaine, qu'à cela ne tienne, l'aide de l'AESH sera mutualisée sur les 3 élèves ! Pour la difficulté scolaire dans son ensemble, avec la création des PAS, on supprime les moyens humains, le réseau d'aide sera moins présent sur le terrain. Les enfants dont la mesure de placement n'est toujours pas exécutée se monte à environ 3.000. En Sarthe par exemple, 80 enfants sont en attente de cette exécution. La baisse démographique n'a aucun effet sur le nombre d'élèves par classe puisque on en profite pour supprimer plus de 4.000 postes.

Le bâti scolaire souffre d'un manque chronique d'investissement. Pendant la canicule, des écoles on a vu des températures monter à 40 degrés dans les dortoirs de maternelle, les élèves contraints par conséquent à dormir dans les couloirs. Les solutions envisagées permettent de faire la part belle aux appétits du capital. Ainsi, à Marseille, la mairie de gauche a-t-elle noué de nouveaux partenariats-publics-privés sous forme de Marché Globaux de Performance pour la rénovation de groupes scolaires.

Les personnels souffrent de ces situations. Les alertes se multiplient partout en France en témoignent les fiches « santé et sécurité au travail ». La colère gronde. La mobilisation du 29 septembre aux côtés des autres agents de la fonction publique ne sera pas de trop.

Malaise chez les cadres

Le contexte économique compliqué (conflit au Moyen-Orient et coût de l'énergie) fait ralentir l'embauche des cadres au troisième trimestre (après une baisse déjà constatée sur les deux années précédentes). Et justement, selon un article du Monde, les cadres se sentiraient déclassés. En cause leur système de rémunération fondée sur le forfait journalier et non sur un nombre d'heures hebdomadaires. Ce forfait est la porte ouverte à une surcharge de travail conséquente (puisque'il faut atteindre ses objectifs quelques soit le nombre d'heures nécessaires pour y parvenir) pour un salaire pas forcément si élevé que ça si on le divise par le nombre d'heures effectuées. Au final, on constate une hausse des arrêts maladie et un sentiment de salaire insuffisant.

William Saurin va fermer son usine de Lagny sur Marne, 142 postes supprimés

Selon Ouest France: Cofigeo a annoncé, ce mardi 8 septembre 2026, un « redéploiement » de ses activités industrielles, prévoyant la fermeture de son usine de Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne) et la suppression de 142 postes dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). L'usine de Lagny-sur-Marne est un site emblématique de la marque William Saurin, racheté en 2017 par le groupe. Elle devrait fermer d'ici la fin du premier semestre 2027.

Un plan scandaleux face à une crise historique : 4 fermes sur 5 laissées sur le carreau !

Le plan "Climat, adaptation, sécheresse, incendies (CASI)" annoncé par la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard afin de « soutenir » l'agriculture et redémarrer la production, confirme une volonté politique en faveur des plus gros agriculteurs poussant à la disparition des fermes à taille humaine. Un plan insuffisant favorisant

certain agriculteurs et abandonnant à leur sort les plus fragilisés. L'enveloppe de la prise en charge des cotisations MSA atteint seulement 20 millions d'euros ! Celle affectée au dégrèvement de la Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) est mieux dotée (330 M€), mais cet argent tombe dans la poche des propriétaires fonciers, n'allant pas aux fermiers locataires. Pour rappel, en France, 51% des terres sont en fermage.

Pour la Confédération Paysanne, « le montant global d'1,2 milliard d'euros peut paraître élevé : il est en réalité très faible face à l'ampleur exceptionnelle de la crise ». Le syndicat « réitère son appel à sauver toutes les fermes ». Notamment avec une aide directe de 5000€ par paysan impacté par la crise, versée sous forme de subvention.

Pour le MODEF : « Ce plan ne va pas éviter la faillite des 35 000 exploitations fragilisées. Au contraire, il va accélérer la disparition de 50 000 fermes et la décapitalisation massive du cheptel français (...) Une nouvelle fois », s'insurge le syndicat. Le gouvernement favorise certains paysans (68 000 agriculteurs assurés) plutôt que l'ensemble de la profession agricole. En effet pour les cultures couvertes par un contrat d'assurance, l'indemnité de solidarité nationale (ISN) permet de compenser intégralement les pertes (prise en charge à hauteur de 90 % par l'Etat et 10 % par l'assurance). A l'inverse, concernant les cultures non assurées (82% de fermes) l'ISN a été rendue dégressive : 45 % en 2023, 40 % en 2024 et 35 % en 2025.

Le gouvernement veut ainsi accélérer l'industrialisation de l'Agriculture française, libéraliser l'Agriculture par la signature des traités de libre-échange et supprimer l'Agriculture familiale !

Entre la sécheresse, la canicule, la perte de la production de maïs est à deux milliards d'euros, les pertes de rendement pour les productions végétales (maraîchage, arboriculture, les légumes de plein champ) dépassent 50%.

La FNSEA n'appelle pas à la mobilisation des agriculteurs. « On va analyser ce qui est annoncé, on va refaire un point avec l'ensemble du réseau », s'est-elle contentée de dire.

A l'inverse, la Confédération paysanne a annoncé la mobilisation de son syndicat afin de « ne pas laisser les fermes mettre la clé sous la porte ». Une réelle purge des fermes les plus fragiles est en cours.

La solidarité nationale a bon dos: à elle seule, la grande distribution capte 1 milliard d'euros de surmarge par an, comme l'a montré le rapport du Sénat de 2026, il faut faire payer les responsables de la crise climatique : grandes entreprises et très hauts patrimoines fort émetteurs de carbone mais il ne peut y avoir de solution durable sans mettre fin à la propriété privée des moyens de production et d'échange, s'appuyant sur une planification socialiste.

Malakoff Humanis : enquête pour corruption

Le groupe de complémentaire santé et de prévoyance se retrouve au cœur d'une enquête du Parquet national financier pour des soupçons de corruption en bande organisée. De vives tensions au sein de la gouvernance du groupe, les partenaires sociaux veulent prendre le dossier en main à la réunion de rentrée, Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT a mis le sujet sur la table. Côté CGT: « Si vous ne prenez pas vos responsabilités, on prendra les nôtres », aurait dit Sophie Binet, demandant la révocation de Thomas Saunier, directeur général de Malakoff Humanis, dirigeant du deuxième groupe de protection sociale français (GPS) : 400 000 entreprises clientes et protège 10 millions de personnes assurés.

Transports Brelet : l'entreprise liquidée

Le tribunal de commerce de Poitiers a prononcé lundi 7 septembre la liquidation judiciaire de la société de transports Brelet. Filiale du groupe rochelais Hautier, le transporteur basé à Saint-Julien-de-Concelles avec deux sites à Rouvroy (Pas-de-Calais) et Marcoussis (Essonne). L'entreprise travaillait pour la grande distribution et l'industrie avait été rachetée en 2021 par le groupe rochelais Hautier. Ses 175 salariés vont être licenciés.

Pusterla, usine de cartonnage de luxe suppression de 51 postes

L'entreprise Pusterla prépare un plan de sauvegarde de l'emploi et va fermer son usine à Mayet. Les 94 salariés du site sont donc concernés et autant d'intérimaires, bientôt sans emploi avec la suppression de 51 postes, 43 autres seront transférés dans les autres sites du groupe. Pusterla 1880 possède notamment une autre usine de production, à Nantes (Loire-Atlantique) et à Cherré-Au, commune sarthoise à l'est du département. La société est spécialisée dans les emballages de luxe. Le groupe italien a décidé de regrouper toute son activité à Cherré-Au, à environ 70 km. L'entreprise sarthoise avait été rachetée par le groupe Italien Pusterla, spécialiste du packaging haut de gamme, en 2021. Son principal client était la maison Gucci.

Agirc-Arrco 91 milliards dans les caisses

Avec 91,2 milliards d'euros de réserves, l'Agirc-Arrco dispose d'une situation financière solide. La CFDT veut profiter de cette marge de manœuvre afin de défendre une revalorisation des retraites complémentaires.

Les retraités pourraient-ils bénéficier davantage des réserves de leur régime complémentaire ? Les pensions complémentaires estime Marylise Léon secrétaire de la CFDT, doivent au moins suivre l'inflation, alors que

l'Agirc-ArrcAgirc-Arrco 91 milliards dans les caisses et dispose de réserves importantes, Le régime complémentaire des salariés du secteur privé disposait de 91,2 milliards d'euros de réserves. Une situation financière confortable permettant de préserver le pouvoir d'achat des retraités. La dirigeante syndicale souhaite ainsi que les pensions complémentaires soient revalorisées au moins à hauteur de l'inflation. L'an dernier, elles n'avaient pas augmenté, faute d'accord entre les organisations syndicales et patronales. Le patronat ne cède pas sans la lutte déterminée !

Volkswagen un plan de 100.000 suppressions d'emplois

Volkswagen tente d'anticiper la crise du marché de l'automobile se trouvant être en pleine mutation. Pourtant en Europe les chiffres de l'entreprise restent bons avec 26,5 % de part de marché au premier semestre 2026 et elle reste le premier vendeur de véhicules thermiques ou électriques. Seulement, le groupe accuse une réduction de ses ventes à 2,5 millions d'unités et la perte d'un ancien monopole sur le marché chinois. La politique États-unienne de Trump et ses surtaxes douanières réduisent un peu plus les marges du groupe Allemand : ses marges opérationnelles sont passées de 10 à 2,2 millions entre début 2024 et début 2026.

Un plan de restructuration est prêt à être négocié avec les syndicats. Sur les 663.000 salariés, il est question de supprimer 100.000 emplois au total et de fermer 4 usines!

International : Solidarité internationaliste

Thessalonique : une marée humaine contre les politiques anti-populaires



Le samedi 5 septembre 2026, à Thessalonique, des travailleurs, des agriculteurs, des indépendants, des jeunes hommes et femmes, et des retraités venus de tout le pays se sont rassemblés afin de former un puissant fleuve de lutte¹¹. Les rues résonnaient de slogans, démontrant que le peuple — organisé et déterminé — lutte pour faire valoir ses droits face aux politiques antipopulaires au service des profits capitalistes et de la guerre! Le Secrétaire Général du Comité central du KKE, Dimitris Koutsoumbas, a assisté à ce rassemblement de masse national et a fait une déclaration aux médias. Il a ainsi déclaré : " *La demande urgente du peuple est la suivante: donnez de l'argent pour les salaires et les retraites! Aucun sacrifice pour leurs profits et leurs guerres! Allouez des fonds à la santé, à l'éducation, à la protection sociale, aux salaires et aux retraites — nous ne cesserons de répéter ce message.*" Quant à Giannis Tasioulas, président de la Fédération des travailleurs de la construction, il était l'orateur principal du rassemblement populaire national à la Foire Internationale de Thessalonique, et a souligné : " *Le message que nous envoyons est clair: lutte jusqu'à la victoire finale. Aucun sacrifice pour leur guerre et leurs profits. Donnez de l'argent pour les salaires, l'éducation et les soins de santé. Les besoins du plus grand nombre, les travailleurs, doivent passer au premier plan, et non les profits d'une minorité.*"

Les employés de Microsoft en République tchèque obtiennent leur première convention collective

Environ 1 300 employés des activités tchèques de Microsoft ont obtenu leur première convention collective, moins de deux ans après la création de leur syndicat. Négociée par le Syndicat des technologies de l'information et de la communication (TIC) au sein du partenariat public-privé OS-PPP, cette convention améliore notamment les indemnités de licenciement et les dispositions relatives à la retraite, et confère au syndicat des droits de communication plus clairs avec les employés et la direction. La convention contient également une disposition pouvant s'avérer cruciale pour l'entreprise à l'avenir : les informations du syndicat doivent être communiquées lors de l'intégration des nouveaux employés, et les représentants syndicaux peuvent organiser des séances d'information régulières à leur intention. De plus, plusieurs droits issus du droit du travail tchèque sont directement intégrés à la convention collective, offrant ainsi une protection supplémentaire en cas d'évolution de la législation. Cette victoire est d'autant plus significative que le secteur technologique a longtemps été perçu comme échappant à l'opposition traditionnelle entre le travail et le capital. Les programmeurs, ingénieurs et autres professionnels de l'informatique hautement qualifiés ont souvent été individualisés grâce à des salaires élevés, des primes individuelles et de systèmes de gestion de carrière. Les employeurs tirent profit de l'idée

comme quoi chaque employé négocie au mieux de ses intérêts, car cela masque le fait que même un informaticien hautement qualifié vend toujours sa force de travail à une entreprise contrôlant la production. Les lieux de travail modernes n'ont pas aboli les antagonismes de classe. Ils leur ont simplement donné de nouvelles formes.

L'Irlande interdit les importations provenant des colonies illégales en Palestine

En juillet dernier, l'Irlande a adopté une loi interdisant l'importation de marchandises produites dans les colonies israéliennes illégales. Elle devient ainsi le premier pays de l'UE à légiférer sur une telle interdiction. Cette interdiction vise donc l'importation de produits agricoles et autres marchandises originaires des colonies israéliennes de Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est. Les marchandises produites à l'intérieur des frontières israéliennes internationalement reconnues depuis 1967 ne sont pas concernées, ni le commerce des services. Les douanes irlandaises sont habilitées à saisir les marchandises contrevenant à cette interdiction, et toute infraction est passible de sanctions. Cette loi et cette interdiction n'auraient pu être mises en œuvre sans un mouvement de protestation militant contre la guerre génocidaire menée par Israël et sans d'importantes manifestations. L'impérialisme euro-atlantique, et par conséquent l'UE, n'a aucun intérêt majeur à réagir à la guerre et à l'oppression israéliennes, car le capitalisme tire profit des exportations d'armes et a intérêt à établir une tête de pont au Moyen-Orient. Ainsi, la loi irlandaise démontre ce qui peut être accompli et constitue un appel à ne pas laisser nos voix se réduire au silence ! Un article complet sur ces questions est publié cette semaine dans Communistes-Hebdo 994¹².

Allemagne : Volkswagen vend une usine à un fonds israélien pour produire des armes

Volkswagen a annoncé lundi un accord avec le Land de Basse-Saxe et Aurelius Capital sur la cession potentielle de son usine d'Osnabrück, employant 1.800 salariés. Le Land, déjà actionnaire du leader automobile européen, deviendrait actionnaire direct de l'usine avec le fonds d'investissement israélien. Le site sera transformé afin de produire des armements et en particulier des systèmes de défense anti-aérien. Le marché visé est le marché européen. Une preuve éclatante de la complicité active des monopoles capitalistes dans le soutien à la politique de l'entité sioniste.

La Newsletter de l'AURDIP¹³ de septembre publie un document sur la lutte contre la négation de la Palestine dans le savoir et la culture

Dans l'entreprise coloniale, il ne suffit pas de détruire la terre et ses habitants, il faut aussi détruire leur culture et oublier jusqu'à leur souvenir. Initié par le Centre Arabe de Recherches et d'Etudes Politiques, le dispositif Soutenir Archiver Mutualiser Transmettre (SAMT signifie silence en arabe) a pour objectif de recenser les tentatives et les cas de mise sous silence d'événements, de publications ou de prises de parole en lien avec la Palestine en France, dans les secteurs universitaires, éducatifs, artistiques ou culturels. Il a été lancé le 18 juin 2026 avec la participation et le soutien de plusieurs associations dont l'AURDIP. On trouvera la table ronde de lancement du projet sur le site du CAREP:

https://carep-paris.org/revoir_ecouter/lancement-du-projet-samt/

L'offensive menée contre le savoir et la culture dans le cas de la Palestine fait partie d'une offensive plus large contre le savoir et la culture dans ce qu'ils ont de gênant pour le pouvoir en place. C'est pourquoi nous vous signalons une journée au campus Condorcet le 26 septembre prochain sur le thème : "Libertés académiques et pédagogiques, solidarité face aux répressions », celle-ci comprendra notamment une table ronde sur la Palestine, modérée par un vice-président de l'AURDIP :

<https://caalap.fr/evenements-caalap#congres-2026>

Jaguar Land Rover annonce 4.000 suppressions de postes

Le constructeur automobile britannique de luxe Jaguar Land Rover (JLR) a annoncé lundi son intention de supprimer 4.000 postes d'ici deux ans, «L'industrie automobile est confrontée à des défis majeurs, avec des évolutions technologiques au milieu d'une concurrence intense et d'une incertitude géopolitique persistante», a expliqué dans un communiqué PB Balaji, le directeur général de JLR, détenu par le groupe indien Tata Motors. Comme les autres constructeurs britanniques, l'entreprise souffre des droits de douane américains, ayant poussée à suspendre un temps ses livraisons de véhicules aux États-Unis. Elle a aussi fait face à une cyber-attaque de grande ampleur mettant sa production à l'arrêt pendant plus d'un mois. Le gouvernement britannique avait rapidement volé à son secours, via une garantie de prêt lui permettant de débloquer jusqu'à 1,5 milliard de livres (1,7 milliard d'euros). Le groupe chiffre l'attaque à 1,9 milliard de livres. Les syndicats britanniques sont montés aux créneaux demandant des garanties et un accompagnement des salariés, collaboration de classe quand tu nous tiens !

Pays-Bas : une grève nationale des dockers a paralysé les principaux ports

Le syndicat FNV Havens a lancé une grève affectant les ports de Rotterdam, d'Amsterdam et de Zélande, dans le cadre d'une mobilisation contre un projet gouvernemental de réduction des dépenses de sécurité sociale.

Mayotte : "On ne répond pas à nos demandes de moyens", grève au lycée du Nord

Mayotte, la grève entamée se poursuit ce lundi 7 septembre au lycée du Nord. Les enseignants demandent davantage de moyens afin de faire face à une augmentation des effectifs. Cet établissement, compte désormais environ 2.300 élèves, avec l'affectation par le rectorat de 125 élèves supplémentaires. Le rectorat a fait des propositions proposant : « *une adaptation de l'organisation de l'établissement.* »

Les enseignants expriment dans la lutte leurs revendications : *"Ce qu'on attend, c'est qu'on nous donne les moyens que nous demandons : cinq salles de classe sous forme de préfabriqués pour les avoir rapidement, l'équivalent en nombre d'enseignants de ces nouveaux effectifs, mais aussi des moyens supplémentaires en surveillants et en agents techniques"*, exige le syndicat.

Asie Centrale : quelle place dans l'ordre mondial

Depuis déjà plusieurs années, les différents pays d'Asie centrale tel que le Kirghizistan, l'Ouzbékistan ou encore le Kazakhstan tentent de renforcer leurs places dans l'ordre mondial. Riche en ressources naturelles, notamment minières, ces pays veulent mettre en place une diplomatie économique de plus en plus efficace que ce soit avec leur voisin comme la Chine et la Russie aussi bien qu'avec des pays comme l'Inde.

Le sommet de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghaï) de cette année en est une nouvelle preuve. L'ouverture par les premiers World Nomad Games (des épreuves sportives mettant en avant les cultures de la région) permet également de mettre sur le devant de la scène les ambitions de rayonnement culturel et touristique de la région. De ce sommet sont sortis plusieurs traités, notamment de bon voisinage entre la Chine et le Kirghizistan accompagné de plusieurs accords bilatéraux ; pendant ce temps, l'Inde de Narendra Modi vient elle aussi de signer un accord pour un approvisionnement de long terme en uranium avec l'Ouzbékistan. En parallèle, des émissaires de Donald Trump ont aussi discuté d'investissement dans plusieurs secteurs (miniers, ...) avec le président Tadjik durant le sommet. L'importance des pays de la région dans l'approvisionnement notamment en terres rares et en uranium est clairement un des leviers utilisés pour se propulser sur le devant de la scène. En plus de tout cela, on retrouve une ambition de faire augmenter les revenus touristiques de la région en mettant en avant un « rebranding » des cultures locales celui-ci permettrait d'attirer plus de vacanciers et surtout des vacanciers plus fortunés.

[1 https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/4104-elections-en-saxe-anhalt-bien-comprendre-le-reel-avant-de-pousser-des-cris-dorfraie](https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/4104-elections-en-saxe-anhalt-bien-comprendre-le-reel-avant-de-pousser-des-cris-dorfraie)

[2 https://aurdip.org/](https://aurdip.org/)

[3 https://unitecgt.fr/unite-ouvriere1/Soutien aux salariés de Duralex : un appel de la CGT le 17 septembre devant le palais de justice d'Orléans](https://unitecgt.fr/unite-ouvriere1/Soutien%20aux%20salari%C3%A9s%20de%20Dural%C3%A9x%20-%20un%20appel%20de%20la%20CGT%20le%2017%20septembre%20devant%20le%20palais%20de%20justice%20d'Orl%C3%A9ans)

[4 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4099-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-295-du-03-septembre-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4099-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-295-du-03-septembre-2026)

[5 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4099-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-295-du-03-septembre-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4099-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-295-du-03-septembre-2026)

[6 Association départementale pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte de la Manche n](#)

[7 https://docs.google.com/document/d/1p0Fc_XHGswkFLQJ1RHCPLd411VEVboQa/edit](https://docs.google.com/document/d/1p0Fc_XHGswkFLQJ1RHCPLd411VEVboQa/edit)

[8 https://www.ici.fr/occitanie/haute-garonne-31/saint-gaudens/fibre-excellence-une-poursuite-d-activite-de-trois-mois-requise-devant-le-tribunal-de-commerce-de-toulouse-1946067](https://www.ici.fr/occitanie/haute-garonne-31/saint-gaudens/fibre-excellence-une-poursuite-d-activite-de-trois-mois-requise-devant-le-tribunal-de-commerce-de-toulouse-1946067) Voyage : EasyJet et Volotea appellent à la grève

[9 https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/indre-et-loire-37/la-ville-aux-dames/on-n-a-pas-ete-paye-des-salaries-de-la-miroiterie-saint-hubert-du-site-de-la-ville-aux-dames-en-greve-3576184](https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/indre-et-loire-37/la-ville-aux-dames/on-n-a-pas-ete-paye-des-salaries-de-la-miroiterie-saint-hubert-du-site-de-la-ville-aux-dames-en-greve-3576184)

[10 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4099-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-295-du-03-septembre-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4099-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-295-du-03-septembre-2026)

[11 https://inter.kke.gr/fr/m-article/Une-maree-de-plusieurs-dizaines-de-milliers-de-personnes-a-manifeste-a-Thessalonique/](https://inter.kke.gr/fr/m-article/Une-maree-de-plusieurs-dizaines-de-milliers-de-personnes-a-manifeste-a-Thessalonique/)

[12 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/hebdo/4102-hebdo-n-994](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/hebdo/4102-hebdo-n-994)

[13 https://aurdip.org/](https://aurdip.org/)

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél:

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement